

SNTRS



**CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrscgt@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 347 du 20 mai 2014

Élections européennes : porter la voix du progrès social

Dans tous les pays de l'Union Européenne (UE), les citoyens sont appelés à élire leurs représentants au Parlement européen. Le budget et les directives de l'UE, décidées par les gouvernements et votées par le Parlement européen, transposées dans le droit national, touchent la vie quotidienne de tous : aujourd'hui, 80% des lois votées en France sont le fait de la transposition automatique de la loi européenne.

Il ne fait aucun doute que les politiques menées par les gouvernements de l'UE tournent le dos aux intérêts du monde du travail et donnent le sentiment que c'est à cause de l'Europe que l'on vit de plus en plus mal en France (« Pacte de responsabilité » pour respecter les 3% de déficit, dumping social, casse des services publics...). Ce sentiment s'exprime et grandit dans tous les pays de l'UE. Il conduit à un recul de la confiance en l'avenir et à une défiance envers le politique. Cette défiance peut se traduire par l'abstention. Elle peut aussi se traduire par le vote d'extrême droite que la CGT a toujours combattu. Mais ces votes ne conduisent pas les gouvernements à réorienter leurs politiques en faveur du monde du travail. Loin des objectifs de paix et de coopération, l'actuelle UE est une zone de concurrence acharnée entre groupes privés ; les droits sociaux y sont bafoués, les institutions démocratiques et la souveraineté des peuples menacées, les inégalités se creusent. L'austérité sévit dans tous les pays, et met particulièrement à genoux ceux du sud européen (Grèce, Portugal, Espagne). Elle touche durement les travailleurs français du public comme du privé. Face à cette offensive, il existe un grand besoin de solidarité des travailleurs de tous les pays de l'UE.

La recherche est un secteur à forte implication européenne : coopérations individuelles, programmes collectifs, financements, mobilité des personnels et des étudiants etc. Mais elle est aussi impactée par l'austérité. Les orientations déterminées par les « priorités » du programme Horizon2020 et la « spécialisation intelligente » régionale asservissent la recherche fondamentale aux objectifs de la « compétitivité » des grands groupes multinationaux. Elles contribuent à la montée de la précarité, fléau qui touche l'ESR dans tous les pays européens. L'avenir des jeunes scientifiques est sombre. La finalisation à outrance dite « d'innovation et de transfert » met en concurrence les laboratoires et les personnels, elle est désastreuse pour le développement des connaissances. La montée des obscurantismes menace les libertés académiques. C'est pourquoi, partout en Europe, nous avons besoin d'une autre politique de la recherche qui repose sur la liberté scientifique, le plein emploi, la reconnaissance des qualifications, l'harmonisation des droits par le haut et leur portabilité. Cette alternative est possible. Quel que soit le vote des salariés à l'élection européenne, cette alternative ne pourra être imposée qu'avec la création d'un autre rapport de force pour refuser l'Europe de l'austérité. Cela nécessite des luttes convergentes des salariés et de leurs organisations syndicales partout en Europe.

Le SNTRS-CGT appelle les salariés de la recherche à ne pas laisser la voie libre à ceux qui prônent une Europe forteresse, une Europe au service des « marchés ». Il les appelle à peser dans les débats pour une Europe sociale qui refuse la concurrence et l'opposition entre les peuples !

Villejuif le 20 mai 2014